

Votre OPINION

CHÈQUES | ENCARTS PROMOTIONNELS

Chômeurs privés d'un outil important

Depuis janvier 2007, le ministère des Ressources humaines et Développement des compétences du Canada, division de Service Canada, région du Québec, a aboli le service de distribution des encarts promotionnels dans les envois des chèques d'assurance-emploi.

Ce service offert aux organismes à but non lucratif en employabilité depuis 1980 était l'outil le plus efficace pour rejoindre les chômeurs pour les informer des services gratuits mis à leur disposition pour leur permettre un retour en emploi.

Motifs

Les principaux motifs pour justifier cette décision étaient le faible nombre d'organismes à l'utiliser et le fait que 85 % des chômeurs se prévalaient du dépôt direct.

Il y a lieu de s'interroger sur les motifs invoqués par Service Canada puisque les organismes utilisateurs devaient réserver à l'avance les périodes de parution des encarts, la demande étant trop grande, et que les chômeurs se prévalant du dépôt direct reçoivent par la poste une preuve de leur dépôt, ce qui signifie que tous les 15 jours, 100 % des chômeurs reçoivent par la poste de Service Canada une enveloppe qui pourrait servir à insérer ces encarts.

Depuis 5 ans, le taux de chômage à Montréal atteint les 10 %, soit entre 90 000 à 120 000 chômeurs. Or, à chacune des fois où le Centre Eurêka s'est prévalu du service, il a dû, sur instructions de Service Canada, payer pour



PHOTO D'ARCHIVES

■ Un service offert aux chômeurs qui disparaît.

des impressions variant entre 35 000 à 45 000 encarts par envoi. De quoi se questionner sur les chiffres de Service Canada.

Conséquence tragique

Le Centre Eurêka Inc. est un organisme en employabilité et en réinsertion sociale créé en 1976 et spécialisé pour les chercheurs d'emplois de 40 ans et plus. Nous sommes aussi un fidèle utilisateur du service des encarts depuis 2002. Ce qui a permis, preuve à l'appui, la réinsertion de 1400 chômeurs sur le marché du travail, sans compter les 750 à 1000 personnes référées annuellement à d'autres organismes en employabilité par le biais des encarts.

Le Centre Eurêka a eu des échanges de correspondances avec les deux paliers de gouvernement pour dénoncer cette décision, le tout sans succès.

Nous avons même proposé de nous occuper à nos frais de la logistique du service, cependant cette offre est demeurée sans réponse.

Coûts

En plus, depuis l'an 2000 les coûts reliés à l'envoi étaient à la charge des organismes utilisateurs, bien que l'encart devait être approuvé par Service Canada et que celui-ci décidait unilatéralement du nombre à imprimer.

Cette décision administrative inexplicable a des conséquences tragiques pour les chômeurs. Elle les prive d'un accès direct et rapide aux informations concernant les services gratuits offerts par Emploi Québec pour leur permettre un retour en emploi avec les conséquences usuelles, soit l'isolement, la fragilisation financière, les problèmes de santé reliés au stress de ne pas travailler, sans compter le fardeau financier pour la collectivité.

Les gouvernements n'ont-ils pas la responsabilité de faire en sorte que les chômeurs retournent en plus grand nombre possible en emploi? Alors, pourquoi les priver d'un outil efficace et rapide pour le faire! Les gouvernements ont-il un agenda caché en assurance-emploi?

Michel Benoit
Président du conseil
d'administration du Centre
Eurêka Inc.